

Le Liban : des territoires religieux, tribaux et économiques, aux territoires de développement

Darwich S., El Moussawi C.

in

Campagne P. (ed.), Pecqueur B. (ed.).
Processus d'émergence des territoires ruraux dans les pays méditerranéens : analyse comparée entre 10 pays du Nord, du Sud et de l'Est Méditerranéens

Montpellier : CIHEAM
Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 69

2012
pages 97-103

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=00006642>

To cite this article / Pour citer cet article

Darwich S., El Moussawi C. **Le Liban : des territoires religieux, tribaux et économiques, aux territoires de développement.** In : Campagne P. (ed.), Pecqueur B. (ed.). *Processus d'émergence des territoires ruraux dans les pays méditerranéens : analyse comparée entre 10 pays du Nord, du Sud et de l'Est Méditerranéens.* Montpellier : CIHEAM, 2012. p. 97-103 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 69)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Processus d'émergence des territoires ruraux dans les pays méditerranéens

Le Liban

Des territoires religieux, tribaux et économiques, aux territoires de développement.

Salem Darwich, Université Libanaise, Faculté des Sciences Agronomiques et Vétérinaires

Chawki El Moussawi, Université Libanaise, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

La dynamique territoriale au Liban est une question à la fois ancienne et nouvelle. Son histoire agitée avant même son émergence comme Etat, est sans doute un des phénomènes qui expliquent la genèse récente qu'on y rencontre, de territoires de développement.

En fait, on assiste jusqu'à aujourd'hui, au Liban, à la fois à un phénomène de centralisation et de concentration des administrations et au maintien d'identités territoriales locales. Cette dualité est exposée en analysant d'abord les problèmes au niveau national et par la suite dans un territoire particulier, celui de Hermel et Ouadis dans la région de Baalbeck-Hermel.

I – L'analyse nationale

Les montagnes : territoire historique de refuge des minorités

L'histoire du Liban trouve son originalité dans la montagne. Cependant, du fait de sa configuration accidentée, ce pays de montagnes a souvent accueilli les réfugiés de toutes les minorités pourchassées par les armées des envahisseurs de nombreuses contrées (Rondot, 1983). Ces montagnes constituèrent l'habitat préféré, d'abord pour les maronites (VIII^{ème} siècle), puis pour les chiites (IX^{ème} siècle), et enfin pour les druzes (XI^{ème} siècle) chassés d'Egypte. Ces communautés ont préféré vivre pendant des siècles, sur les hauteurs, dans des conditions difficiles, pour se défendre contre les invasions et pour sauvegarder leur liberté (Picarat et Crucifix, 1983).

Du « Petit Liban » au « Grand Liban »

Le nom de « **Petit Liban** » date de 1864 et couvrira la même réalité jusqu'à la première guerre mondiale. Il comprend alors, Beyrouth, les grandes villes côtières et le mont Liban.

Il faudra attendre cependant 1920 pour voir apparaître un « **Grand Liban** » qui s'agrandira notamment de la plaine de la Béquaa et dont l'existence et le caractère républicain seront officialisés en novembre 1943.

Le regroupement dans un seul Etat républicain de cette « **mosaïque** » de communautés religieuses ou ethniques va donner à la **territorialisation du Liban une forme très particulière**, qui ira jusqu'à la répartition confessionnelle des fonctions publiques..

Mais le Liban connaîtra de plus une histoire très mouvementée marquée notamment par la guerre de 1975.

Les caractéristiques globales que l'on peut retenir du Liban sont les suivantes :

- La très grande diversité démographique, sociale, culturelle et religieuse reste encore aujourd'hui un des éléments les plus marquants du Liban.
- Pour des raisons politiques liées au nécessaire compromis issu de l'équilibre entre les communautés, il est impossible de connaître l'effectif de la population qui d'ailleurs n'a pas de caractère officiel depuis le recensement de 1932
- La population urbaine serait actuellement de plus de 60 % de la population totale, avec les mêmes difficultés de définition déjà signalées.
- L'économie libanaise est centrée sur la capitale mais on perçoit aussi des initiatives plus locales que cette étude permet de mieux repérer.
- On est en présence encore aujourd'hui d'une économie non planifiée qui comprend des disparités régionales importantes.

La territorialisation au Liban reste très marquée par la structuration religieuse de l'occupation de son territoire.

Nous pouvons avancer que le partage social entre les libanais est essentiellement un partage religieux. Ce partage social et religieux s'est inscrit dans le partage de l'espace (sunnites à Beyrouth, maronites au Mont-Liban, Chiite au Sud du Liban et au Nord de la Béqaa).

Ce partage religieux et de l'espace vont faire éclore des féodalismes locaux que l'on va retrouver à la fois au niveau politique, économique et social. Ainsi, au Liban, traiter de la territorialisation du développement c'est fondamentalement traiter de la répartition religieuse des espaces de développement.

Il reste qu'il y a au Liban toute une série de frontières religieuses entre les communautés, certaines sont étanches comme le Mont-Liban ou le Nord de la Béqaa, d'autres sont historiquement provisoires comme la répartition de l'espace de Beyrouth qui sont prêtes à disparaître car elles sont la suite de conflits comme celui de la guerre du Liban.

Il peut y avoir aussi des alliances religieuses politiques comme on l'a vu récemment entre les deux partis politiques : le Hezbollah et le Courant Patriotique Libre, mais il est difficile pour un chercheur d'avancer que ces alliances sont durables, d'une part, et qu'elles ont d'autre part, une inscription territoriale.

Ainsi, la territorialisation au Liban, dans sa formation historique, est largement dépendante de l'appropriation historique par les différentes religions de portions entières du territoire

II – Analyse régionale

Devant la situation territoriale du Liban, il faut prendre conscience que les organisations internationales ont tenté par leur action, pendant et après la guerre, de structurer le territoire par leurs projets.

Nous avons choisi d'analyser la territorialisation dans la région de Balbeck Hermel.

Pour bien faire ressortir les spécificités de cette zone, nous traiterons d'abord de la zone de Balbeck-Hermel dans son ensemble puis nous nous attacherons à analyser la territorialisation dans le caza d'Hermel el Ouadis car cette zone a été la zone par excellence des **cultures illicites** et que ses problèmes de territorialisation sont assez spécifiques.

1. La zone de Balbeck Hermel dans son ensemble.

Délimitation géographique et démographie

Cette région, située entre les deux chaînes montagneuses du Mont-Liban et de l'Anti-Liban, s'étend du village de Temnine El Tahta (frontière avec le caza de Zahlé) au Sud de la ville de Baalbeck jusqu'à la frontière nord avec la Syrie sur une longueur de 60 kilomètres et une largeur de 13 kilomètres.

Représentant près du tiers de la surface totale du Liban (28%), les deux cazas couvrent 292 003 hectares (64% de la surface totale de la vallée de la Béquaa). Le Caza de Baalbeck, situé dans le centre de la Béquaa couvre 240 335 ha. Il représente 21,7% de la surface totale du Liban et 81,6% de la surface des deux cazas de Baalbeck-Hermel. Le Caza de Hermel représentant le nord de la Béquaa couvre les 51 688 ha restants. Il représente 4,9% de la surface totale du Liban, et 18,4% de la surface de la région (Darwich, 2003).

Les structures sociales

Baalbeck-Hermel est dominée par une réalité clanique et familiale. Ceci revient au fait que tous les clans et les familles qui se sont installés depuis de longues périodes ont émigré vers cette région pour diverses raisons : l'islam et la conquête de nouvelles régions, la défense de certaines régions des invasions grecques et des Croisades, et enfin des raisons économiques et sociales (certains clans ont été chassés de leur région d'origine).

Dans la région de Baalbeck-Hermel, la structure sociale présente deux formes d'organisations: le clan "**Achira**" et la famille "**Osra**".

Le clan est une appartenance sociale spécifique à la région, basée sur la parenté et le lien de sang. L'individu qui appartient à un clan est solidaire de tous les autres membres et le degré de parenté consanguine conditionne l'importance de cette solidarité. Le clan est lui-même constitué par la somme de plusieurs fractions "**Jubb**", la fraction étant la somme de plusieurs familles patriarcales "**Beit**", et la famille patriarcale étant la somme de plusieurs familles nucléaires « **Osra** ». Trois critères distinguent le clan:

- L'appropriation d'un domaine géographique défini.
- Une activité économique basée essentiellement sur l'élevage et, accessoirement sur l'agriculture.
- L'instabilité résidentielle ou la double habitation, l'une hivernale et l'autre estivale, due à des nécessités économiques (sources d'eau pour l'élevage...).

La structure foncière et son évolution

Pour des raisons essentiellement historiques, on est contraint d'avancer que la situation foncière de cette région n'est pas claire, la taille de la majorité des exploitations restant inconnue.

En plus, ce qui aggrave la situation, c'est que la succession se fait traditionnellement par un processus d'héritage ne comportant aucune inscription légale.

D'après les données du cadastre datées de 1954 à 1962, il y aurait à Hermel quelques très grands propriétaires dont 6 possèdent une superficie de 663 ha répartis comme suit : 350, 101, 85, 69 et 59ha. Le reste est cultivé par des petits et moyens agriculteurs, dont la taille moyenne des exploitations dans le jurd (montagne) de Hermel est de 0.4 ha de terres irriguées et 1,7 ha

de terres en cultures sèches. Dans la plaine de Hermel, elle est de 2.2 ha de terres irriguées et 1,6 ha de terres en cultures sèches¹. Nous remarquons ainsi, d'après ce qui précède, que les exploitations agricoles, dans la région de Hermel, sont, dans leur grande majorité, de petite taille.

Le secteur agricole dans la région de Baalbeck-Hermel a été pour les mêmes raisons difficiles à appréhender.

Mais les investigations opérées sur la zone de El Hermel-Ouadis permettent cependant de clarifier certains éléments importants :

Les agriculteurs constituent la catégorie socio-économique la plus importante, car ils représentent 44,5% de la population active agricole et 31% de l'ensemble de la population active dans la zone. Les agriculteurs éleveurs constituent la deuxième catégorie : ils représentent 17,3% de la population active agricole et 12% de la population active totale. Eleveurs et pasteurs constituent ensemble 27,3% de la population agricole et 19% de la population totale.

Le pourcentage élevé de la population active agricole et particulièrement dans l'activité de l'élevage, découle du maintien des techniques traditionnelles. Les rendements demeurent faibles, la plus grande part de la production animale servant à l'autoconsommation.

2. La zone de ElHermel-Ouadis

De loin la plus vaste zone de la Plaine nord de Baalbeck (516,7 km²), la zone de El Hermel - Ouadis est située à l'extrême nord-ouest de la Plaine de la Béqaa, et s'étend jusqu'à la frontière syrienne et en grande partie sur la partie septentrionale du Mont Liban .

Baalbeck-Hermel : du territoire des cultures illicites au territoire « identitaire » de l'oliveraie, de la truite et de l'agro-tourisme.

Cette zone était depuis longtemps pauvre en infrastructures de toutes sortes, les villages de la région manquant d'eau, d'électricité, de route, de téléphone, d'école. La faible rentabilité des cultures pratiquées et la manque d'équipements se sont répercutés sur le développement du secteur agricole. En même temps, la pratique de l'élevage de toute sorte était négligeable. Quant au secteur tertiaire, il était limité à quelques petits magasins qui assuraient l'approvisionnement des habitants des villages.

C'est dans ce contexte matériel et social que se sont développés depuis longtemps l'expansion et le trafic des **cultures illicites**. L'agriculture, fondée sur les cultures traditionnelles, servait à l'autoconsommation (du fait des difficultés d'écoulement des produits sur le marché national), alors que les cultures illicites assuraient des revenus monétaires complémentaires aidant à la survie des agriculteurs, et permettant parfois leur enrichissement.

En 1992, le Liban était au troisième rang des pays producteurs de cannabis, d'après les données exposées à la 35^{ème} session de la « commission des drogues narcotiques », qui s'est déroulée à Vienne du 6 à 15 Avril. Le Liban était décrit comme disposant de 9 000 hectares de cannabis avec une estimation de la production moyenne de 545 à 1 000 tonnes de haschisch². Avec la fin de la guerre civile et le changement de conjoncture politique, les responsables libanais ont exprimé le désir d'éradiquer les cultures illicites, d'interdire leur trafic, de rayer définitivement le Liban de la liste des pays producteurs de drogues et enfin d'inspirer à nouveau la confiance sur la scène internationale.

Après cette éradication des cultures illicites, il y eut un **changement d'identité de ce territoire**. On est passé d'une identité fondée sur les cultures illicites à un territoire identitaire de

l'oliveraie, de la truite et de l'agro-tourisme. Etant donné que le territoire de Hermel est caractérisé par un climat semi-aride avec une pluviométrie ne dépassant pas 200 mm par an et une pauvreté pesante, les agriculteurs se sont mis d'une part à cultiver les oliviers dans la plaine ce qui ne nécessite pas un investissement important, et d'autre part, les propriétaires de terrains avoisinant la rivière de l'Oronte ont commencé à construire des bassins pour l'élevage de la truite. Ainsi, les terres plantées en olivier ont atteint rapidement environ 2000 dounoums (200 ha)³ et 137 stations piscicoles ont été construites avec une production de 1000 tonnes⁴.

En parallèle à cette activité de pisciculture sur la rivière de l'Oronte, se sont développés le canoë-kayak et le rafting, une activité touristique nouvelle et seulement praticable dans l'Oronte. De plus, en 2003, certains propriétaires montagnards du territoire du « clan Ellow » ont développé un projet d'agro-tourisme (nommé El Jurd) sur les hautes montagnes du territoire. Les touristes viennent passer leurs vacances ou des week-ends à la montagne, les propriétaires du lieu leur assurent le logement dans des tentes ainsi que la nourriture locale à base de produits locaux.

Suite à ces changements, un territoire avec une nouvelle identité s'est mis en place qui est celle des oliveraies, de la truite et de l'agro-tourisme. Cette identité a remplacé celle des cultures illicites qui avait pourtant existé pendant des siècles

Les acteurs locaux

Ces nouvelles activités supposaient une nouvelle organisation sociale. Basée le plus souvent sur des associations, des coopératives et des clubs, cette nouvelle organisation a fait aussi émerger la nouvelle gouvernance qui était nécessaire à ces nouvelles activités.

La réinsertion et la réhabilitation sociale et économique durables des populations des régions sortant de crise ont accompagné le choix pour le retour et la consolidation de la paix.

Or, tout, ici, démontre une situation de sous-développement chronique extrêmement préoccupante dans les villages les plus isolés où des agriculteurs sont prêts à reprendre les cultures illicites. Pour ce faire, plusieurs opérations doivent être réalisées.

Il faut d'abord augmenter les opportunités d'accès aux infrastructures et aux services publics, soins de santé primaire, éducation scolaire, eau potable, assainissement des eaux usées, élimination des déchets ménagers, réseaux de communication : routes, téléphone, et ressources énergétiques à travers l'électrification.

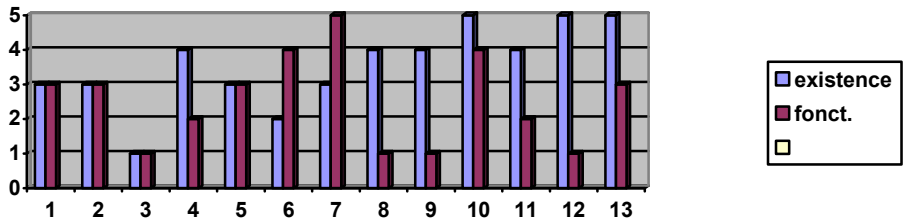
On doit aussi prendre en considération, par les institutions sociales, la problématique d'insertion des franges de la population marginalisée pour des raisons d'ethnie, de religion, de sexe, d'âge, etc.

On doit enfin sécuriser les populations vulnérables qui, en situation de pauvreté et donc d'exclusion, sont toujours les premières à subir les contraintes politiques, économiques, de guerre et les dernières à se réinsérer même quand les conditions politiques et économiques reviennent à la normale.

La recherche de la réhabilitation sociale durable passe par la participation, l'intégration des citoyens dans les processus locaux de planification, de décision et de gestion. Du statut d'exclus, ils passent au statut d'acteurs de leur développement et non de bénéficiaires du développement.

Les processus naissants de développement territorial pourraient être à la base d'une réponse à ces questions. Sans doute faudrait-il qu'ils inventent de nouveaux processus associant acteurs privés, acteurs publics et acteurs associatifs. Mais le contexte actuel du Liban suppose qu'ils inventent d'autres formules que celles que l'on voit se développer ailleurs en s'appuyant notamment sur des organisations de coopération probablement internationales.

Indicateurs d'émergence des territoires ruraux au Liban



1. Administrations déconcentrées
2. Administrations sectorielles
3. Services d'appui au développement
4. Territoires de projet sectoriel
5. Territoires de projet global
6. Associations territoriales incluses dans les projets
7. Associations territoriales suscitées par des ONG
8. Associations territoriales spontanées
9. Législation sur les associations territoriales
10. Fonctionnement démocratique des associations
11. Ancrage socio territorial des associations
12. Emergence d'une perception nouvelle des ressources territoriales à valoriser
13. Existence d'un processus de mobilisation de ces ressources
14. Unité administrative élémentaire qui initie un projet de développement territorial : la circonscription foncière.

La grille qui a été établie par chacune des équipes a été remplie de la façon suivante :

- Pour chaque indicateur, on a deux éléments, représentés par deux lignes :

. ligne « E » : « existence du phénomène dans le pays [(ex. oui, il y a dans le pays des administrations déconcentrées (indicateur 1)] »,

. ligne « F » : « fonctionnement du phénomène » (ex. services d'appui au développement : ils existent mais fonctionnent mal).

- L'appréciation sur l'existence et le fonctionnement est donnée par une note de 1 à 5 permettant de mesurer l'extension du phénomène dans le pays (existence) et la pertinence de son fonctionnement (fonctionnement).

Notes

¹Cité par Ali Moussaoui,(1985), op. cité, p.95.

² Le chiffre de 9 000 hectares mentionné ci-dessus a été cité par C. L. Phocas dans son rapport, *Baalbeck-Hermel area Integrated Rural Development Programme*, 1993, pp. 69-70.

³ Nos propres enquêtes 2008.

⁴ El Zein Ghassan, Hanna Darine, Rapport final du Projet, "Recupero e rafforzamento delle attività produttive e generatrici di reddito a favore della popolazione di Chouwaghir e Hermel (ROSS L06-A1420)", Movimondo, 2008.